



Syndicat National des Praticiens de la Mutualité Agricole
snpma@wanadoo.fr
messagerie : 06 18 17 65 31

Contribution au bilan de la loi n°2008-789 du 20 août 2008

Bilan global :

L'application de la loi du 20 août 2008 a fortement détérioré les conditions d'exercice des syndicats représentant, dans leurs instances de négociation, les praticiens, médecins et chirurgiens dentistes des organismes de protection sociale.

Dans le système antérieur, ces syndicats ont bénéficié, lors de leurs créations, de la présomption de représentativité qui n'a été contestée, ni par les employeurs, ni par les confédérations syndicales représentatives.

De ce fait, ils participaient aux négociations des accords collectifs concernant les salariés qu'ils représentent sans qu'aucun dysfonctionnement ne soit constaté ou dénoncé par les partenaires sociaux.

Il est évident qu'une audience électorale mesurée au sein de la seule catégorie des « cadres » élimine de fait les syndicats représentant moins de 10% de l'ensemble des cadres, ce qui est le cas des syndicats catégoriels de praticiens des régimes de protection sociale, CNAM-TS, MSA et RSI.

Les négociations d'entreprise ou de branche concernant ces salariés sont désormais menées par des représentants syndicaux issus de la majorité des cadres, c'est à dire, pour la plupart, des collaborateurs affiliés à une autre branche professionnelle et de ce fait totalement étrangers aux préoccupations des praticiens.

Négociant pour eux-mêmes dans d'autres instances les impactant directement, il est illusoire de penser, qu'en ces temps d'exercices budgétaires contraints, ils puissent objectivement défendre une corporation qui n'est pas la leur.

Propositions du SNPMA :

Sur la pertinence d'une mesure d'audience électorale :

Les praticiens de la Mutualité Sociale Agricole et des autres régimes de protection sociale n'ont pas vocation à se présenter à des élections d'entreprise dans le seul but de mesurer la représentativité de leurs syndicats catégoriels.

Compte-tenu de leur nombre restreint, ils n'ont d'ailleurs aucune possibilité d'obtenir une audience de 10% au niveau de l'entreprise et 8% au niveau de la branche alors que leur nombre dans l'entreprise ne suffit pas à atteindre ces scores.

Le principe même d'une mesure d'audience électorale aux élections professionnelles d'entreprises élimine déjà, a priori, la possibilité pour un syndicat de praticiens de faire valoir sa représentativité, non seulement dans l'entreprise, mais surtout dans la branche professionnelle le concernant dans la mesure où la mesure d'audience de branche se fait par consolidation des résultats d'entreprises.

Par ailleurs, les protocoles électoraux sont négociés par les confédérations syndicales d'employés et cadres et même si la possibilité est désormais donnée aux syndicats « intéressés » de participer à ces négociations, force est de constater qu'ils ne peuvent y faire valoir leurs observations.

Proposition :

La mesure d'audience au sein de l'entreprise n'a pas de sens pour des syndicats catégoriels représentant des salariés très minoritaires en nombre dans l'entreprise. C'est le cas des syndicats de praticiens.

Elle doit être abandonnée au profit d'une mesure d'audience directe au niveau de la branche professionnelle.

La mesure d'audience à ce niveau est le plus pertinent car elle concerne l'ensemble des salariés de la branche qui se limite, pour les praticiens de la MSA, à environ 600 praticiens,

Cette mesure d'audience doit être spécifique à ces salariés, tous les quatre ans, en s'appuyant, le cas échéant, sur un scrutin existant.

Les piste proposées sont l'élection des représentants aux commissions de discipline ou encore, l'élection, à la proportionnelle, des représentants des praticiens à la commission nationale paritaire de négociation ; il s'agirait d'une mesure novatrice qui accentuerait encore le sens démocratique de la loi.

Sur l'obligation d'affiliation à une confédération syndicale interprofessionnelle :

Il est compris que cette obligation est consécutive du système de mesure d'audience effectué lors d'élections professionnelles d'entreprises. Elle assure la transparence de la consolidation des résultats à la fois au niveau de la branche et au niveau national interprofessionnel.

Quelques principes fondamentaux sont bafoués :

La libre organisation des syndicats figurant au préambule de la Constitution de 1958.
La liberté, pour un syndicat, d'apporter ou non les voix de ses électeurs à une confédération ne partageant pas obligatoirement son objet social.

La Loi est imprécise sur les points suivants :

Qu'est-ce qu'une « confédération syndicale interprofessionnelle ? »

La situation antérieure à 2008 reste très ancrée dans les usages et décisions judiciaires : Seules les 5 confédérations historiques sont reconnues alors que plus rien dans le code du travail ne les distingue d'autres confédérations.

De plus, le code du travail impose l'affiliation à « une confédération » et non à une « confédération représentative. »

Là encore, les usages ont, dans un premier temps, permis aux 5 confédérations de maintenir leurs privilèges qu'elles vont pérenniser dans les 4 ans à venir de par leur statut de « confédération représentative » qui reste le terme le plus fréquemment employé.

L'objet de la Loi de 2008 est totalement détourné dès lors qu'un syndicat devra être affilié à l'une des centrales historiques pour briguer la représentativité ; La situation antérieure est répétée, avec en plus les complications des mesures d'audience qui n'ont abouti qu'à la reconduction de la situation précédente !

La liberté d'organisation des syndicats catégoriels est-elle respectée ?

La situation des syndicats catégoriels de cadres est encore plus ambiguë dès lors que la CFE-CGC est la seule confédération concernée pour les syndicats catégoriels de cadres.

Il est à noter que le Conseil Constitutionnel, dans ses réponses à QPC n°2010-42 du 7 octobre 2010 et n°2010-65 du 12 novembre 2010 confirme la constitutionnalité de la loi en ce qui concerne l'obligation d'affiliation à une Confédération Interprofessionnelle et non à la seule Confédération Interprofessionnelle de Cadres reconnue comme représentative antérieurement.

Il est donc manifeste, selon le Conseil Constitutionnel, que la Loi n'est constitutionnelle que si un choix est possible.

Propositions :

Arrêter la liste des organisations syndicales reconnues comme « confédérations syndicales interprofessionnelles », dont les audiences électorales seront consolidées dans le cadre des mesures d'audience de branches et interprofessionnelles ;

Supprimer l'obligation d'affiliation afin de respecter la décision de choix du syndicat.

Les deux points précédents suffiraient déjà à redonner aux praticiens l'assurance d'être représentés par des praticiens dans les instances conventionnelles et non plus par des représentants syndicaux issus d'autres branches professionnelles.

Subsidiairement :

Dans le système actuel, les autres points que le SNPMA souhaite soumettre au Ministère sont :

La co-existence de plusieurs conventions collectives dans l'entreprise :

C'est la situation existante au sein des organismes sociaux.

L'article L.2122-5 précise bien que l'audience est mesurée « par branche ». Il suffirait donc à imposer un protocole électoral dont la composition des collèges permettrait d'isoler les salariés des différentes branches au sein de l'entreprise. Cette façon de penser est totalement exclue par les employeurs mais aussi par les confédérations syndicales dont l'intérêt est d'amalgamer un maximum de salariés. La notion de branche majoritaire est fréquemment invoquée sans que cette notion ne figure dans aucun des articles du code du travail.

Proposition :

Ajout à l'article L.2324-11 : « le protocole devra permettre la mesure d'audience au sein de chaque branche professionnelle présente dans l'entreprise » ou, « le protocole devra être appliqué à chaque branche professionnelle présente dans l'entreprise ».

La désignation du délégué syndical :

Si, comme il a été dit précédemment, l'affiliation à une confédération nationale est compréhensible dès lors que des résultats électoraux sont à additionner, il n'est pas compris cette obligation pour la désignation d'un délégué syndical d'entreprise. Il s'ensuit des situations où un élu de Comité d'Entreprise ne peut devenir délégué syndical alors qu'un autre salarié ayant eu moins de voix que le précédent peut se prévaloir de cette fonction et siéger, lui, aux instances de négociation de l'entreprise.

Proposition du SNPMA :

Supprimer cette obligation au niveau de l'entreprise.

La transparence financière des syndicats :

Plus que la transparence, c'est l'indépendance des syndicats vis-à-vis des employeurs qui doit être recherchée.

Proposition du SNPMA :

Rendre obligatoire la déclaration de tout financement ou avantage en nature consenti à un employeur ou fédération d'employeurs à des organisations syndicales.

L'exemple des obligations des laboratoires pharmaceutiques en matière de déclaration d'avantages consentis à des praticiens prescripteurs ou experts pourrait être utilement étudié.

Dinard le 15 novembre 2013

Docteur Philippe MAHOT
Président du SNPMA